

**Assemblée générale**

Soixante-douzième session

Documents officiels

Distr. générale
30 novembre 2017
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 11^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 2 novembre 2017, à 10 heures

Président : M. Tommo Monthe (Cameroun)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Ruiz Massieu

Sommaire

Point 115 de l'ordre du jour : nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

- a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
- b) Nomination de membres du Comité des contributions
- d) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale
 - i) Nomination de membres de la Commission
 - ii) Désignation du Vice-Président de la Commission
- e) Nomination de membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit
- j) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements
- c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes

Point 133 de l'ordre du jour : rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (*suite*)

Point 136 de l'ordre du jour : projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 (*suite*)

Demande de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 115 de l'ordre du jour : nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

1. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur l'article 92 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale concernant les élections au scrutin secret, sur le paragraphe 16 de la décision 34/401 de l'Assemblée générale relative à la rationalisation de ses procédures et de son organisation et sur le paragraphe 47 de la résolution 71/323 de l'Assemblée générale sur la revitalisation de ses travaux.

a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/72/101/Rev.1 ; A/C.5/72/4)

2. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur les notes du Secrétaire général relatives aux articles 155 et 156 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, dans lesquelles le Secrétaire général invite l'Assemblée à nommer cinq personnes pour pourvoir les postes qui deviendront vacants le 1^{er} janvier 2018 au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/72/101/Rev.1) et donne le nom des six personnes dont la candidature a été proposée par le gouvernement de leur pays aux fins de leur nomination ou de leur reconduction dans leurs fonctions pour un mandat de trois ans qui prendra effet le 1^{er} janvier 2018 (A/C.5/72/4).

3. Le nombre de candidats des États d'Afrique, des États d'Europe orientale et des États d'Europe occidentale et autres États correspondant au nombre de postes vacants pour ces groupes, le Président considère que la Commission souhaite recommander la nomination ou la reconduction dans leurs fonctions des candidats par acclamation.

4. *La Commission décide par acclamation de recommander de nommer ou de reconduire dans leurs fonctions M. Abdallah (Tchad) pour les États d'Afrique, M. Chernikov (Fédération de Russie) pour les États d'Europe orientale, et M. Terzi (Turquie) et M. Traystman (États-Unis d'Amérique) pour les États d'Europe occidentale et autres États, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018.*

5. **Le Président**, appelant l'attention de la Commission sur les articles 132 et 128 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, invite les membres

à élire au scrutin secret un candidat des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

6. *Sur l'invitation du Président, M^{me} Piché (Canada), M. Kovacik (Slovaquie) et M. Wickramarachchige (Sri Lanka) assument les fonctions de scrutateurs.*

7. *Il est procédé au vote au scrutin secret.*

<i>Nombre de bulletins déposés :</i>	187
<i>Nombre de bulletins valables :</i>	187
<i>Abstentions :</i>	2
<i>Nombre de votants :</i>	185
<i>Majorité requise :</i>	93
<i>Nombre de voix obtenues :</i>	
M ^{me} Maciel González (Paraguay)	112
M. Oliveira Sena (Brésil)	73

8. *M^{me} Maciel González (Paraguay) ayant obtenu la majorité requise, la Commission décide de recommander qu'elle soit nommée membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018.*

b) Nomination de membres du Comité des contributions (A/72/102/Rev.1 ; A/C.5/72/5)

9. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur les notes du Secrétaire général relatives aux articles 158 et 159 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, dans lesquelles le Secrétaire général invite l'Assemblée à nommer six personnes pour pourvoir les postes qui deviendront vacants le 1^{er} janvier 2018 au Comité des contributions (A/72/102/Rev.1) et donne le nom des six personnes dont la candidature a été proposée par le gouvernement de leur pays aux fins de leur nomination ou de leur reconduction dans leurs fonctions pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018 (A/C.5/72/5).

10. Le nombre de candidats des États d'Asie et du Pacifique, des États d'Europe orientale, des États d'Amérique latine et des Caraïbes et des États d'Europe occidentale et autres États n'excédant pas le nombre de postes vacants pour ces groupes, le Président considère que la Commission souhaite recommander la nomination ou la reconduction dans leurs fonctions des candidats par acclamation.

11. *La Commission décide par acclamation de recommander la nomination ou la reconduction dans leurs fonctions au Comité des contributions, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018, de M^{me} Yoon Seongmee (République de Corée) et de M^{me} Zhang Wei (Chine) pour les États d'Asie et du Pacifique, de M. Kalugin (Fédération de Russie) pour*

les États d'Europe orientale, de M. Sardinha Pinto (Brésil) pour les États d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de M. Holtsch (Allemagne) et de M. Townley (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) pour les États d'Europe occidentale et autres États.

d) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

i) Nomination de membres de la Commission (A/72/104/Rev.1 ; A/C.5/72/7)

12. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur les notes du Secrétaire général relatives aux articles 2 à 4 du Statut de la Commission de la fonction publique internationale, dans lesquelles le Secrétaire général invite l'Assemblée générale à nommer cinq personnes pour pourvoir les postes qui deviendront vacants le 1^{er} janvier 2018 à la Commission de la fonction publique internationale (A/72/104/Rev.1) et donne le nom des cinq personnes dont la candidature a été proposée par le gouvernement de leur pays aux fins de leur nomination ou de leur reconduction dans leurs fonctions pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018 (A/C.5/72/7).

13. Le nombre de candidats des États d'Asie et du Pacifique, des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et des États d'Europe occidentale et autres États correspondant au nombre de postes vacants pour ces groupes, le Président considère que la Commission souhaite recommander la nomination ou la reconduction dans leurs fonctions des candidats par acclamation.

14. *La Commission décide par acclamation de recommander la nomination ou la reconduction dans leurs fonctions à la Commission de la fonction publique internationale, pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018, de M. Kumamaru (Japon), pour les États d'Asie et du Pacifique, de M. Hermosillo (Mexique), pour les États d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de M. Mantovani (Italie), de M. Mounts (Etats-Unis d'Amérique) et de M. Stöckl (Allemagne) pour les États d'Europe occidentale et autres États.*

ii) Désignation du Vice-Président de la Commission (A/C.5/72/7/Add.1)

15. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur l'article 2 du Statut de la Commission de la fonction publique internationale et invite l'Assemblée générale à désigner un Vice-président pour pourvoir le siège qui deviendra vacant à la

Commission de la fonction publique internationale le 1^{er} janvier 2018. Dans sa note relative à la désignation du Vice-Président de la Commission (A/C.5/72/7/Add.1), le Secrétaire général a indiqué le nom d'une personne dont la candidature a été présentée par le gouvernement de son pays au poste de Vice-Président de la Commission pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018.

16. Le nombre de candidats correspondant au nombre de postes vacants, le Président considère que la Commission souhaite recommander la désignation du candidat par acclamation.

17. *La Commission décide par acclamation de recommander la désignation de M. Mantovani (Italie) en tant que Vice-Président de la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018.*

e) Nomination de membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (A/72/105 ; A/C.5/72/8)

18. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur les notes du Secrétaire général relatives aux paragraphes 3, 10, 11, 12 et 13 de l'annexe de la résolution 61/275 de l'Assemblée générale, dans laquelle le Secrétaire général invite l'Assemblée à nommer deux personnes pour pourvoir les sièges du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit qui deviendront vacants le 1^{er} janvier 2018 (A/72/105) et donne les noms des deux personnes dont la candidature a été proposée par le gouvernement de leur pays aux fins de leur nomination ou de leur reconduction dans leurs fonctions pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018 (A/C.5/72/8).

19. Le nombre de candidats des États d'Afrique et des États d'Europe occidentale et autres États correspondant au nombre de postes vacants pour ces groupes, le Président considère que la Commission souhaite recommander la reconduction dans leurs fonctions des candidats par acclamation.

20. *La Commission décide par acclamation de recommander la nomination ou la reconduction dans leurs fonctions au Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018, de M. Quartey (Ghana) pour les États d'Afrique et de M^{me} St. Laurent (États-Unis d'Amérique) pour les États d'Europe occidentale et autres États.*

j) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements (A/C.5/72/9)

21. **Le Président** dit qu'à sa 34^e séance plénière, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau faisant suite à la demande du Secrétaire général (A/72/231), d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-douzième session, au titre de la question intitulée « Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations », une question subsidiaire intitulée « Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements », et de la renvoyer à la Cinquième Commission.

22. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur la note du Secrétaire général qui a trait aux Statuts, Règlements et système d'ajustement des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, plus particulièrement à l'article 20 et à la section E de l'annexe III, et dans laquelle le Secrétaire général propose à l'Assemblée générale de confirmer la reconduction dans leurs fonctions de deux membres ad hoc du Comité des placements pour un mandat d'un an prenant effet le 1^{er} janvier 2018 (A/C.5/72/9).

23. *La Commission décide par acclamation de recommander à l'Assemblée générale de confirmer la reconduction dans leurs fonctions de M^{me} Adeosun (Nigéria) et de M^{me} Honda (Japon) comme membres ad hoc du Comité des placements pour un mandat d'un an prenant effet le 1^{er} janvier 2018.*

c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes (A/72/103 ; A/C.5/72/6)

24. **Le Président** appelle l'attention sur les notes du Secrétaire général dans lesquelles celui-ci invite l'Assemblée générale à nommer le Vérificateur général des comptes (ou le fonctionnaire occupant les mêmes fonctions) d'un État Membre pour pouvoir le siège qui deviendra vacant au Comité des commissaires aux comptes le 1^{er} juillet 2018 (A/72/103) et informe l'Assemblée que le Gouvernement chilien a proposé le Contrôleur général du Chili et que le Gouvernement sierra-léonais a proposé le Vérificateur général des comptes de la Sierra Leone aux fins de leur nomination au Comité des commissaires aux comptes (A/C.5/72/6).

25. Après avoir appelé l'attention de la Commission sur les articles 132 et 128 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Président invite les membres à élire au scrutin secret un candidat pour pouvoir le siège vacant.

26. *Sur l'invitation du Président, M^{me} Piché (Canada), M. Kovacic (Slovaquie) et M. Wickramarach*

chige (Sri Lanka) assument les fonctions de scrutateurs.

27. *Il est procédé au vote au scrutin secret.*

<i>Nombre de bulletins déposés :</i>	190
<i>Nombre de bulletins nuls :</i>	1
<i>Nombre de bulletins valables :</i>	189
<i>Abstentions :</i>	1
<i>Nombre de votants :</i>	188
<i>Majorité requise :</i>	5
<i>Nombre de voix obtenues :</i>	
Contrôleur général du Chili	97
Vérificateur général des comptes de la Sierra Leone	91

28. *Le Contrôleur général du Chili ayant obtenu la majorité requise, la Commission décide de recommander qu'il soit nommé membre du Comité des commissaires aux comptes pour un mandat de six ans prenant effet le 1^{er} juillet 2018.*

Point 133 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (suite) (A/C.5/72/L.4)

Projet de résolution A/C.5/72/L.4 : Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes

29. *Le projet de résolution A/C.5/72/L.4 est adopté.*

Point 136 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018–2019 (suite)

Demande de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (A/72/7/Add.7 ; A/72/341)

30. **M^{me} Bartsiotas** (Contrôleuse), présentant le rapport du Secrétaire général sur la demande de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (A/72/341), dit que ce rapport rend compte des progrès importants accomplis par les Chambres extraordinaires, décrit leurs difficultés financières persistantes et donne des estimations sur les ressources dont les composantes nationale et internationale des Chambres extraordinaires ont besoin pour l'exercice biennal 2018-2019.

31. Dans sa résolution 71/272, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, à titre exceptionnel, à contracter des engagements d'un montant ne dépassant pas 11 millions de dollars des États-Unis pour compléter les contributions volontaires destinées au financement de la composante internationale des Chambres extraordinaires pour 2017. Ce montant visait

à pallier l'insuffisance des contributions annoncées aux fins du financement de la composante internationale au moment où l'Assemblée examinait le projet de budget correspondant. Les engagements autorisés, couplés aux contributions volontaires, ne suffisaient pas pour financer le budget des Chambres en 2017. Entre autres mesures visant à compenser le déficit de financement, d'un montant de 2 millions de dollars, les Chambres ont gelé les recrutements aux postes vacants, sauf pour les fonctions essentielles à la poursuite de leurs activités judiciaires.

32. Le Secrétaire général partage l'inquiétude exprimée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les problèmes de financement persistants que rencontrent les Chambres et la nécessité d'intensifier les efforts de mobilisation de fonds afin qu'elles puissent mener leurs travaux à bonne fin. À cet égard, si l'étroite collaboration entre le Secrétariat d'une part, et le groupe des principaux donateurs à New York et les Amis des Chambres extraordinaires d'autre part, en vue de susciter des contributions volontaires destinées aux composantes nationale et internationale a permis d'obtenir de nouveau le soutien des donateurs existants, leur nombre n'a pas augmenté.

33. Le projet de budget des Chambres pour l'exercice biennal 2018-2019, établi pour la première fois selon une méthode axée sur les résultats, a été approuvé par le Comité directeur de l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges et sera soumis pour examen au Groupe des États intéressés. Les ressources nécessaires pour 2018-2019 sont nettement inférieures au montant demandé en 2016-2017 en raison des mesures de réduction des coûts adoptées en 2017 et de la fin attendue des enquêtes liées aux dossiers 003 et 004 en 2018. On prévoit toutefois que le montant des contributions volontaires sera moins élevé en 2018 qu'en 2017.

34. Afin d'assurer la bonne exécution du mandat des Chambres, le Secrétaire général demande à l'Assemblée générale d'approuver l'ouverture d'un crédit de 10,4 millions de dollars destiné à financer la composante internationale en 2018, sachant que les contributions volontaires prévues pour la même année avoisinent 8,5 millions de dollars. Encore qu'il faille poursuivre l'intense campagne de sensibilisation et de collecte de fonds, ce crédit permettra aux Chambres de couvrir leurs dépenses prévues en 2018, notamment en permettant de prolonger les contrats du personnel afin de garantir l'achèvement des activités judiciaires dans les délais voulus.

35. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur la question (A/72/7/Add.7), rappelle que l'Assemblée générale a approuvé, dans sa résolution 57/228 B, un accord prévoyant que la composante internationale des Chambres extraordinaires soit financée par des contributions volontaires de la communauté internationale, tandis que les dépenses liées à la composante nationale seraient prises en charge par le Gouvernement cambodgien. Bien que les Chambres extraordinaires aient mené leurs activités sur la base de cet accord entre 2005 et 2013, le Secrétaire général sollicite depuis 2014 des subventions prélevées sur le budget ordinaire afin de suppléer à l'insuffisance des contributions volontaires.

36. La subvention demandée pour 2018 contribuera à couvrir les dépenses d'un montant de 18,9 millions de dollars prévues au titre de la composante internationale. S'il reconnaît que les demandes de subvention ne revêtent plus un caractère exceptionnel, le Comité consultatif est d'avis que les contributions volontaires devraient demeurer la principale source de financement des Chambres et qu'il leur faudrait éviter de continuer à recourir aux subventions. Néanmoins, compte tenu du déficit de financement attendu pour la composante internationale en 2018, et afin d'assurer la poursuite des activités des Chambres, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à engager des dépenses à concurrence de 8 millions de dollars pour compléter les fonds issus des contributions volontaires et destinés à financer la composante internationale en 2018. En outre, le Comité consultatif demande instamment au Secrétaire général de ne ménager aucun effort pour accroître le montant des contributions volontaires et engage les Chambres à s'acquitter de leur mandat dans les meilleurs délais.

37. **M. Tuy** (Cambodge) dit que les contributions en espèces et en nature du Gouvernement cambodgien aux Chambres extraordinaires augmentent depuis 2013, et que ce dernier appuie systématiquement les demandes de subvention en faveur de la composante internationale depuis 2014. Eu égard à l'importance des activités judiciaires des Chambres, le Gouvernement cambodgien appuie la demande de subvention du Secrétaire général pour 2018. Par ses contributions, dont le niveau demeure stable depuis 2015, le Gouvernement couvrira l'ensemble des coûts opérationnels de la composante nationale des Chambres et le traitement des membres du personnel national pendant les six premiers mois de 2018. Il

attend avec intérêt de recevoir le soutien des Nations Unies dans ses efforts tendant à assurer le paiement des salaires des six mois restants. L'intervenant remercie l'Union européenne, le groupe des principaux donateurs et le Groupe des États intéressés pour leur appui et souligne que le Gouvernement cambodgien entend bien veiller à ce que les Chambres achèvent leurs travaux conformément au calendrier prévu.

La séance est levée à 11 h 45.